



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité Départementale du Havre
Équipe Territoriale

Arrêté du **26 MAI 2021**

mettant en demeure la société **SAS PARC PONT DE NORMANDIE** à **OUDALLE** de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20-77 du 13 octobre 2020 portant délégation de signature à monsieur Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre d'exploiter du 28 juillet 2005 modifié par les arrêtés complémentaires du 24 août 2007 et du 08 octobre 2014 autorisant et réglementant les activités exercées par la société **SAS PARC PONT DE NORMANDIE** ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 03 mai 2021 ;
- Vu l'accusé réception signé par l'exploitant le 04/05/2021 et l'absence de réponse formulée.

CONSIDÉRANT :

que l'inventaire du 24 mars 2021 fait apparaître un dépassement du seuil autorisé concernant la rubrique 4755 alcool de bouche (9064,7 tonnes stockées pour un seuil à 5000 tonnes pour la rubrique 4755-1) ;

que par conséquent, l'exploitant ne respecte pas les seuils autorisés par ses arrêtés d'autorisation d'exploiter (arrêté préfectoral du 28 juillet 2005 article 1 et arrêté complémentaire du 08 octobre 2014) et exploitant une installation classée sans autorisation

que néanmoins, l'exploitant a apporté les éléments justifiant de sa maîtrise de la défense incendie et a mis en place des mesures permettant de renforcer surveillance incendie du site et la surveillance de l'état des stocks ;

que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 juillet 2005 modifié par les arrêtés complémentaires du 24 août 2007 et du 08 octobre 2014 ;

que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société **SAS PARC PONT DE NORMANDIE** de respecter les prescriptions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 28 juillet 2005 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

ARRÊTE

Article 1er

La société **SAS PARC PONT DE NORMANDIE**, dont le siège social est situé 22 rue du docteur Lancereaux – 75008 PARIS, est mise en demeure, pour son installation située à OUDALLE, de régulariser sa situation administrative en respectant avant le 30 septembre 2021 les seuils de stockage pour les alcools de bouche suivants :

- La quantité d'alcool de bouches visés par la rubrique 4755-1 de la nomenclature des installations classées doit être **inférieure à 5000 tonnes**.
- La quantité maximale autorisée d'alcool de bouches visés par la rubrique 4755-2 de la nomenclature des installations classées (alcools dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %) est de **499 m³**.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, le maire de la commune d'OUDALLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE

Fait à ROUEN, le **26 MAI 2021**

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
le secrétaire général



Yvan CORDIER